

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance.

Les médias occidentaux ont toujours accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources .

## Journal des Palestiniens

N° 156 28-12 au 03-01

Par M.Lemaire

Ce journal est obtenu par la lecture journalistique des journaux en ligne (Afp- ats - Ap - Reuters ainsi que les sources d'informations de la résistance). ensuite patiemment fais les recoupements...

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants

Vous retrouverez ce journal

a) sur le site : [www.palestine-solidarite.org](http://www.palestine-solidarite.org) à cette adresse : [http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_Palestiniens.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm)

ainsi que

b) dans la rubrique "Le journal des Palestiniens" sur le site "Palestine, le secret dévoilé" : <http://www.palestinefr.net/jop.php>

c) Le "Journal des Palestiniens " est également visible dès maintenant sur le site <http://www.aredam.net>

Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse :

[fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

Le signe # veut dire : important (a mes yeux) :

### Editorial

Bonjour,

"Israël a quitté la bande de Gaza et n'a pas le droit de revenir" a déclaré le président Mahmoud Abbas, le **ministère des Affaires intérieures enchaîne et condamne l'escalade militaire israélienne sur la bande de Gaza** et a appelé le Quartet, la Communauté internationale et les États-Unis à faire pression sur Israël afin qu'il arrête toutes pratiques arbitraires contre le peuple palestinien.  
**(ont lira plus loin leur réaction héroïque...)**

Confirmation : Les groupes de résistances palestiniennes qui ont observé de facto depuis le 21 janvier 2005 une trêve qui expirait à minuit le 31 décembre 2005 ont indiqué qu'ils n'étaient plus engagés par la "tahdiya" (trêve, en arabe)

"Maintenant que la période d'accalmie est finie, nous confirmons que l'ennemi israélien va payer le prix de ses crimes contre notre peuple", ont indiqué les Brigades Ezzedine Al-Qassam,

Mais le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas qualifie de "grave erreur" la rupture de la trêve observée avec Israël et conclut "J'estime qu'il est de notre intérêt qu'elle soit maintenue afin de pouvoir mener la reconstruction de l'économie et un retour de la situation à la normale "

Mahmoud Abbas se justifie : "Ils compromettent notre crédibilité internationale et servent Israël en lui fournissant un prétexte pour faire obstacle à la paix et ne pas se retirer" de la Cisjordanie".

"Je ne sais pas ce que sont les justifications pour que la trêve soit finie, en dépit des violations israéliennes colossales. Je pense que c'est notre intérêt que la trêve continue, afin d'avoir l'occasion de reconstruire notre pays "

Je laisse le soin à chacun de conclure, mais j'ai des craintes sur la justesse de ce raisonnement, vu que sur le terrain les assassinats par les sionistes sont de plus en plus meurtriers, rien que pour cette année il y eu 413 tués

et 2035 blessés

Ce qui démontre que la trêve n'a certainement pas été une bonne décision pour le peuple palestinien

Idem pour les élections : "Comment pourrait-il y avoir une élection dans ce contexte de poursuite des assassinats et destructions ?", se demande les Brigades des martyrs d'Al Aksa

Heureusement dans ce cas **Mahmoud Abbas semble suivre la base** : "Nous sommes tous d'accord

pour dire que Jérusalem doit être comprise dans les élections "Si Jérusalem n'en fait pas partie, toutes les factions sont d'accord pour dire qu'il ne doit pas y avoir d'élections", (une manière de renvoyer sur Israël la responsabilité d'un éventuel report du vote.)

(il semblerait que les [États-Unis](#), l'Union européenne et la [Russie](#) tenteraient de convaincre Israël d'autoriser le vote...)

Mais pendant que l'on s'occupe de trêve et d'élections ... le **ministre de la Défense, Mofaz, approuve un plan préparé par l'armée, afin de réoccuper la bande de Gaza** le vice-Premier ministre israélien Olmert affirme que l'opération en cours ne sera pas limitée dans le temps, et le président de la Commission parlementaire des Affaires étrangères et de la Défense, Steinitz, renchérit : "Tôt ou tard, nous devons lancer une offensive terrestre dans la bande de Gaza (...) La question est de savoir si nous devons être d'abord frappés ou s'il faut prendre les devants

Sharon a l'intention d'abandonner à terme la "feuille de route" et tente d'obtenir l'aval de Buch à l'annexion de terres occupées en Cisjordanie, rapporte le journal israélien Maariv.

Sharon a promis de maintenir dans le giron israélien les principaux blocs de colonies de Cisjordanie, mais a déclaré que certaines communautés isolées pourraient être démantelées... (Money, money)

Que dit le parrain de tout cela ?

Réoccupation : Les États-Unis ont regretté la création de cette "zone de sécurité". Washington s'est toutefois gardé de condamner cette mesure, appelant plutôt l'Autorité palestinienne à sanctionner les auteurs des récents tirs de roquette contre Israël...

Élections : Les officiels américains ont évité des réponses directes, en répétant seulement que les États-Unis voudraient assister aux élections libres et démocratiques, tenues à la date fixée

Mais si les Usa embourbés en Irak, en Afghanistan, en Louisiane, en Californie se font discret le Quartet pour le Proche-Orient (États-Unis, Russie, ONU et Union européenne) s'est prononcé fermement contre la présence de militants armés opposés à la paix avec Israël au sein du gouvernement palestinien, dans un communiqué publié à Washington ...

" A cet égard, le Quartet appelle tous les participants à renoncer à la violence, reconnaître le droit d'Israël d'exister et désarmer ". appelle en outre l'Autorité palestinienne du président Mahmoud Abbas à faire cesser les attaques des groupes armés opposés au processus de paix, comme le Hamas ou le Jihad islamique **contre Israël**

La boucle est bouclée ...

Final touch :

Des policiers ont la preuve que la famille du Premier ministre israélien [Ariel Sharon](#) a reçu trois millions de dollars en pots-de-vin d'un homme d'affaires autrichien, dans le cadre d'une affaire compliquée incluant des contributions de campagnes illégales, a rapporté mardi Channel 10.

Cathy & Marc

---

28-12 au 03-01: Peuple Palestinien : 18 tués - 21 blessés

---

Sommaire :

1 Politique Palestinienne (en Palestine toujours occupée)

2 Politique Israélienne

3 Politique internationale des territoires occupés

4 La Palestine en chiffre & au jour le jour

Détails par région :

Décompte des pertes humaines

5 médias

6 Les brèves

6-1 L'appel du Quartet à l'Autorité palestinienne avant les élections...

6-2 Article de L'AFP : Quartette & leurs exigences ! ,

6-3 Associated Press : Janet Mikhail, maire de Ramallah

7 Dossier

7-1 Point de vue de Alain Gresh : La Palestine abandonnée

7-2 Point de vue de Meron Benvenisti : Hong Kong à Modi'in

7-3 Point de vue de Didier François : Nouvelle épreuve de forces pour Gaza

7-4 Point de vue de Amira Hass : Quand la souffrance infligée devient une habitude

9 Annexe

9-1 Ministère palestinien aux affaires des prisonniers et libérés : 3495 Palestiniens arrêtés en 2005

---

## 1 Politique Palestinienne

1-1 Processus de paix :

28-12

# "Israël a quitté la bande de Gaza et n'a pas le droit de revenir", "Et ils ne doivent saisir aucun prétexte." a déclaré le président Mahmoud Abbas

AP

28-12

**Le ministère des Affaires intérieures a condamné l'escalade militaire israélienne sur la bande de Gaza.**

**Dans un communiqué de presse, le ministère a dit que cette escalade menée par l'Israël, n'apporterait que la violence et ne servirait pas le processus de paix en affirmant que cela violait toutes les conventions et les accords internationaux ..**

En plus, le ministère a appelé le Quartet, la Communauté internationale et les Etats-Unis à faire pression sur Israël afin qu'il arrête toutes pratiques arbitraires contre le peuple palestinien..

[http://www.ipc.gov.ps/ipc\\_new/france/details.asp?name=12687](http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=12687)

**Les groupes de résistances palestiniennes qui ont observé de facto depuis le 21 janvier 2005 une trêve qui expirait à minuit le 31 décembre 2005 ont indiqué qu'ils n'étaient plus engagés par la "tahdiya" (trêve, en arabe)**

31-12

**Les Brigades des Martyrs d'Al-Aqsa, a annoncé samedi qu'il ne se considérait "plus tenu" par la trêve**

**Il en a rejeté la responsabilité sur Israël, accusé de se livrer à une escalade militaire, notamment dans le nord de la bande de Gaza**

**"Maintenant que la période d'accalmie est finie, nous confirmons que l'ennemi va payer le prix de ses crimes contre notre peuple", a indiqué un communiqué**

**Le Jihad islamique, a également fait savoir, qu'il n'était pas tenu par la trêve**

**Le Jihad islamique et les Brigades d'Al-Aqsa ont renchéri en affirmant : "Nous ne resterons pas les bras croisés, et les sionistes ne jouiront pas de la sécurité s'ils poursuivent leurs attaques contre notre peuple".**

**(afp- 09h40)**

**Le président du bureau politique du Hamas, Khaled Mechaal, a réaffirmé la volonté de son mouvement de participer aux législatives palestiniennes du 25 janvier sans pour autant abandonner "la résistance" contre Israël.**

**"Personne au monde ne pourra nous priver de nos armes et de notre droit à la résistance. Celle-ci est un choix stratégique auquel nous tenons jusqu'à la libération complète de la Palestine et le retour de tous les réfugiés", a-t-il déclaré.**

**31-12**

**Les Comités de la résistance populaire ont indiqué qu'ils riposteront à la création par l'armée israélienne d'un "no man's land" dans le nord de la bande de Gaza.**

**"Nos combattants vont ouvrir les portes de l'enfer aux sionistes",**

**"Nous confirmons que nous allons combattre l'ennemi partout et que nous conserverons le contrôle du nord de la bande de Gaza pour le peuple. L'ennemi payera le prix de sa décision stupide (...) Nos combattants vont ouvrir les portes de l'enfer aux sionistes", ont annoncé les Comités de la résistance populaire.**

**(afp- 09h40)**

**31-12**

**Le président du bureau politique du Hamas, Khaled Mechaal, a confirmé ce qu'il avait déjà affirmé il y 3 semaines : son mouvement ne reconduirait pas l'accord de trêve.**

**31-12**

**Le président du bureau politique du Hamas, Khaled Mechaal, a réaffirmé la volonté de son mouvement de participer aux législatives palestiniennes du 25 janvier sans pour autant abandonner "la résistance" contre Israël.**

**"Personne au monde ne pourra nous priver de nos armes et de notre droit à la résistance. Celle-ci est un choix stratégique auquel nous tenons jusqu'à la libération complète de la Palestine et le retour de tous les réfugiés", a-t-il déclaré.**

**01-01.**

**Les Brigades des martyrs d'al-Aqsa et la branche armée du Jihad islamique ont annoncé, dans un communiqué conjoint, qu'ils ont tiré à 04H15 locales (02H15 GMT) deux roquettes contre la ville israélienne de Sdérot, dans le désert du Néguev (sud)**

**Le Jihad islamique et les Brigades al-Aqsa ont, indiqué que "les attaques confirment clairement que pour nous la trêve est finie Nous ne resterons pas les bras croisés, et les sionistes ne jouiront pas de la sécurité s'ils poursuivent leurs attaques contre notre peuple".**

**(afp- 09h40)**

**01-01.**

**Les Comités de la résistance populaire ont, de leur côté, revendiqué dans un autre communiqué parvenu à l'AFP a Gaza des tirs de roquettes contre des positions de l'armée israélienne et un kibboutz en Israël.**

**Les Comités de la résistance populaire ont indiqué que leurs tirs de roquettes étaient une riposte à la création par l'armée israélienne d'un "no man's land" dans le nord de la bande de Gaza destiné à empêcher les tirs de roquettes contre Israël.**

**(afp- 09h40)**

**# 01-01**

**"Maintenant que la période d'accalmie est finie, nous confirmons que l'ennemi israélien va payer le prix de ses crimes contre notre peuple", ont indiqué les Brigades Ezzedine Al-Qassam, la branche armée du Hamas.**

**(ats 11:48)**

**01-01**

**Le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, a qualifié de "grave erreur" la rupture de la trêve observée avec Israël.**

**"Ceux qui parlent (...) d'un arrêt de la trêve commettent une grave erreur", ajoutant que l'accord sur la trêve, qu'il avait conclu en mars avec les groupes palestiniens, "n'était pas limité dans le temps".**

**"Je ne vois pas de raison pour un arrêt de la trêve même si Israël l'a violé régulièrement"**

**"J'estime qu'il est de notre intérêt qu'elle soit maintenue afin de pouvoir mener la reconstruction de l'économie et un retour de la situation à la normale", a-t-il conclu.**

**(afp- 14h02)**

**02-01**

**Le ministre palestinien du Plan, Ghassan Khatib, a estimé que la poursuite de l'invasion israélienne "renforçaient ceux qui ne veulent ni trêve ni élections". (israël)**

**02-01**

**# "Comment pourrait-il y avoir une élection dans ce contexte de poursuite des assassinats et destructions ?", ont également conclu les Brigades des martyrs d'Al Aksa dans un communiqué publié après la destruction de leur immeuble dans le sud de Gaza.**

02-01

**Le président Mahmoud Abbas a critiqué la déclaration de 4 factions palestiniennes de mettre fin à la trêve et du cessez-le-feu, observée depuis le début de janvier dernier ...**

Abbas a assuré "Ils compromettent notre crédibilité internationale et servent Israël en lui fournissant un prétexte pour faire obstacle à la paix et ne pas se retirer" de la Cisjordanie".

"Je ne sais pas ce que sont les justifications pour que la trêve soit finie, en dépit des violations israéliennes colossales. Je pense que c'est notre intérêt que la trêve continue, afin d'avoir l'occasion de reconstruire notre pays " .

SOURCE : IPC+agences

1-2 Les grandes manoeuvres

28-12

**"No man's land"**

**Le président Abbas à vivement dénoncé la décision israélienne, jugée... "regrettable" par les USA**

**Mahmoud Abbas : "Israël s'est retiré de la bande de Gaza et n'a aucun droit d'y revenir sous aucun prétexte comme celui des tirs de roquettes que nous condamnons d'ailleurs également"**

30-12

Les officiels de l'Autorité palestinienne ont déclaré plusieurs fois pendant les dernières semaines qu'en cas d'empêchement des jérusalémites de participer aux élections, cela représenterait une bonne excuse pour retarder les élections ; mais que le président, Mahmoud Abbas voudrait éviter ce report.

02-01

**# Le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas a évoqué l'éventualité d'un report du scrutin prévu le 25 janvier, si l'Etat hébreu n'autorise pas les électeurs de Jérusalem à voter**

"Nous sommes tous d'accord pour dire que Jérusalem doit être comprise dans les élections", a-t-il déclaré depuis le Qatar, des propos retransmis par la chaîne panarabe par satellite Al Jazeera.

"Si Jérusalem n'en fait pas partie, toutes les factions sont d'accord pour dire qu'il ne doit pas y avoir d'élections", (une manière de renvoyer sur Israël la responsabilité d'un éventuel report du vote.)

Il a également appelé l'Union européenne et la communauté internationale à presser Israël de respecter ses engagements sur les prochaines élections.

SOURCE : IPC+agences

02-01

Le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, a déclaré que si Israël avait réellement l'intention d'empêcher les arabes de Jérusalem-Est de voter, les élections seraient reportées.

02-01

Le négociateur palestinien Saëb Erakat a accusé Israël d'obstruction aux élections législatives palestiniennes prévues le 25 janvier.

A la veille du début de la campagne électorale, M. Erakat a déclaré à la radio Voix de la Palestine : "Nous n'avons pas reçu de réponse sur la formation d'une commission conjointe palestino-israélienne permettant de suivre et d'observer l'opération de distribution des bulletins de vote, le vote et le mouvement des électeurs, ainsi que les candidats", a affirmé M. Erakat. Il a souligné que l'ANP insistait sur l'organisation du scrutin comme prévu avec la participation de tous les Palestiniens de la bande de Gaza, de Cisjordanie et de Jérusalem-Est.

SOURCE : IPC+agences

02-01

# La décision finale d'Israël en ce qui concerne la participation des jérusalémites au vote du 25 janvier va être prise après des discussions avec Elliot Abrams, et David Welch, selon une source diplomatique israélienne.

Un officiel du bureau du premier ministre israélien, Ariel Sharon, a réaffirmé lundi que la position d'Israël était que les palestiniens de Jérusalem-est ne devraient pas voter, mais la position pourrait être réexaminée

SOURCE : IPC+agences

30-12

Le Fatah de Jérusalem déclare : " le mouvement Fatah refuse de faire les élections sans la ville de Jérusalem. Les urnes doivent être présents dans la ville afin que tous les citoyens puissent voter,

le Fatah propose que les écoles, les associations, et les institutions internationales soient des lieux convenables pour voter au lieu des postes israéliens.

[http://www.ipc.gov.ps/ipc\\_new/france/details.asp?name=12731](http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=12731)

02-01

Abbas a opposé une fin de non-recevoir à un groupe de dirigeants du Fatah, qui l'avaient engagé à reporter le scrutin.

02-01

Les 36 observateurs venus de 22 pays européens se sont dirigés de Jérusalem vers les principales villes de Cisjordanie, notamment Ramallah, Hébron et Naplouse ainsi que dans la bande de Gaza.

Le chef de la mission d'observation européenne, la députée belge au parlement européen, Véronique de Keyser, a indiqué qu'elle procédait à des examens réguliers de la situation sécuritaire et que deux équipes devaient se rendre à Gaza. "Nous vérifions la situation heure par heure. Nous n'enverrons jamais en mission des gens sans expérience", a-t-elle affirmé.

[http://www.ipc.gov.ps/ipc\\_new/france/details.asp?name=12774](http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=12774)

---

1-3 Sur le terrain

29-12

Agitation dans les rangs de la police suite à la mort d'un policier lors de l'attaque d'un commissariat par des inconnus armés, "Nous invitons tous les policiers à enlever leurs uniformes parce que l'Autorité palestinienne a lié les mains des policiers, les empêchant de faire régner la loi et l'ordre", a expliqué un policier

30-12

Un adolescent de 14 ans a été tué par erreur dans la fusillade

29-12

(Reuters)

Des tirs ont été entendus près de la résidence du président palestinien Mahmoud Abbas à Gaza mais des responsables [palestiniens](#) ont précisé qu'ils avaient éclaté lors des funérailles d'un policier tué quelques heures plus tôt.

Ils ont ajouté que le président de l'Autorité palestinienne ne se trouvait pas à Gaza à ce moment car il effectuait une visite en Jordanie.

**30-12**

**L'unique débouché de la bande de Gaza vers le reste du monde a été bloqué.**

**Une centaine de policiers ont manifesté dans la cour extérieure du terminal de Rafah entre la bande de Gaza et l'Egypte, après y avoir pénétré par l'entrée principale. .**

**Un responsable du terminal a affirmé à l'AFP qu'il s'agissait d'une "protestation pacifique" et que les employés du terminal étaient rentrés à l'intérieur du bâtiment par mesure de précaution.**

**(AFP)**

**02-01**

**Des dizaines de policiers ont pris le contrôle de locaux administratifs à Rafah, pour dénoncer un manque de réaction de l'Autorité palestinienne contre les troubles qui se développe dans la région, selon des témoins et (Reuters)**

**03-01**

**Des hommes armés ont tenté mardi de forcer le passage de la frontière entre Gaza et l'Egypte, déclenchant un échange de tirs avec la police palestinienne, ont rapporté des témoins.**

**L'un des policiers gardant le point de passage de Rafah a été blessé, selon ces témoins.**

**AP**

---

1-4 Gouvernement cherche coalition désespérément...

**Législative**

**La campagne électorale doit commencer mardi 3 pour s'achever le lundi 23 janvier à minuit.**

Le délai légal imparti aux candidats désirant se retirer de la course aux élections a expiré dimanche à minuit sans qu'aucun abandon notable n'ait été enregistré, a-t-on appris lundi auprès de la commission électorale centrale (CEC).

Selon la CEC, 412 candidats restent en lice pour les élections dans les 16 districts que comptent la Cisjordanie et la bande de Gaza ainsi que 314 autres figurant sur onze listes qui disputeront le scrutin au niveau national..

[http://www.ipc.gov.ps/ipc\\_new/france/details.asp?name=12774](http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=12774)

**Le président Abbas a déclaré : "Nous allons pouvoir maîtriser la situation qui ne satisfait personne", et a réaffirmer que les législatives "se dérouleront, comme prévu, le 25 janvier".**

**"Il y a une seule condition, c'est qu'elles se dérouleront à Jérusalem, comme ce fut le cas lors des élections législatives de 1996 et de l'élection présidentielle de 2005"**

**Déplorant l'absence à cet effet d'"une réponse claire" de la part d'Israël, il a dit: "Personne n'acceptera que les Palestiniens de Jérusalem ne participeront aux législatives du 25 janvier, car c'est une affaire sacrée et nationale pour nous".**

**(afp- 14h02)**

**29-12**

**Le président Mahmoud Abbas a déclaré, que Jérusalem ne peut pas être exclu des élections prochaines, affirmant que des élections seront tenues à la date fixée.**

**Abbas a affirmé qu'il était nécessaire que toutes les factions participent aux élections afin d'atteindre la vraie démocratie**

Il a précisé que la direction palestinienne avait exigé à Israël d'enlever tous les check -points afin de faciliter le processus électoral pour tous les candidats et électeurs....

[http://www.ipc.gov.ps/ipc\\_new/france/details.asp?name=12703](http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=12703)

**29-12**

**# Le Fatah à présenté une liste unique dirigée par Marouane Barghouti, la personnalité palestinienne la plus populaire aujourd'hui, qui purge une peine de prison à vie en Israël**

**"Il est important, maintenant, d'aller unis à l'élection", a déclaré le président Abbas après le dépôt de la liste unifiée. "Nous sommes les pères de la jeune génération et la jeune génération nous considère comme ses pères", a-t-il souligné**

**(Reuters)**



## R appel

# Israël et les Etats-Unis sont opposés à la participation aux élections du Hamas

Israël a menacé d'empêcher le déroulement du scrutin à Jérusalem-Est si le Hamas est autorisé à y participer,

02-01

Les Etats-Unis, l'Union européenne et la Russie tentent de convaincre Israël d'autoriser le vote.

**Rappel** : L'annexion de Jérusalem-Est par Israël, lors de la Guerre des Six Jours, en 1967, n'est pas reconnue par la communauté internationale et Israël revendique l'ensemble de Jérusalem comme sa capitale indivisible.

02-01

**19 candidats officiels et indépendants du à Jérusalem, se sont retirés des élections législatives à cause de l'empêchement des jérusalémites de participer aux élections prochaines ...**

**Les candidats demandent à la communauté internationale de prendre ses responsabilités et de faire pression sur Israël afin de permettre aux jérusalémites de participer aux élections comme les autres palestiniens,.**

**Dans le même contexte, le vice président du Fatah Abd Al Kader a affirmé qu'il prendrait contacts avec les candidats des autres factions palestiniennes indépendantes pour qu'elles signer le document à présenter au président palestinien et à la communauté internationale.**

[http://www.ipc.gov.ps/ipc\\_new/france/details.asp?name=12731](http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=12731)

---

1-7 Action & déclaration contre la politique colonialiste israélienne (Colonisation & colonies)

02-01

Cinq personnes ont pris le contrôle dimanche à l'aube d'un club privé pour les employés de l'Onu à Gaza et l'ont ensuite fait exploser

Le secrétaire général de l'Onu Kofi Annan a condamné cette attaque et appelé l'Autorité palestinienne à assurer "le maintien de l'ordre".

1-8 Politique extérieure & économique

30-12

Menace sur l'aide internationale en faveur de la Bande de Gaza, dont l'économie est sinistrée.

Les donateurs s'étaient engagés à verser 3 milliards de dollars (2,5 milliards d'euros) chaque année sur trois ans pour des programmes de reconstruction dans les territoires palestiniens, surtout à Gaza.

AP

1-10 Prisons

28-12

**Le ministère palestinien des Détenus et Libérés, a rapporté que 9200 détenus palestiniens sont actuellement enfermés dans plus de 28 prisons israéliennes, camps de détention et centres d'interrogations ...**

[http://www.ipc.gov.ps/ipc\\_new/france/details.asp?name=12691](http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=12691)

01-01

**Le ministère palestinien aux Affaires des prisonniers et libérés a publié ce premier janvier 2006 un rapport dévoilant que les forces de l'occupation israélienne ont arrêtés au cours de l'année 2005, 3 495 Palestiniens, de toutes les provinces, dont 1600 sont toujours en détention ...**

[http://www.ipc.gov.ps/ipc\\_new/france/details.asp?name=12760](http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=12760)

---

## 2 Politique Israélienne

2-1 Processus de paix

AP

29-12

# Le président de la Commission parlementaire des Affaires étrangères et de la Défense, Youval Steinitz, a estimé : "Tôt ou tard, nous devons lancer une offensive terrestre dans la bande de Gaza (...) La question est de savoir si nous devons être d'abord frappés ou s'il faut prendre les devants

29-12

M. Steinitz a critiqué la "retenue" d'Israël après les tirs mardi soir de roquettes Katioucha à partir du [Liban](#) contre Kyriat Chmona (nord). L'aviation israélienne a bombardé une base du Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général (FPLP-CG) proche de Beyrouth. "Nous pourrions instaurer un blocus naval du Liban pendant quelques jours par exemple, comme nous pourrions couper l'électricité dans la bande de Gaza", a suggéré M. Steinitz.

(Reuters)

"feuille de route"

# Sharon a l'intention d'abandonner à terme la "feuille de route" pour la paix soutenue par les [Etats-Unis](#), et de tenter d'obtenir l'aval de Buch à l'annexion de terres occupées en Cisjordanie, rapporte le journal israélien Maariv.

Le porte-parole du Premier ministre israélien s'est refusé à tout commentaire.

Selon Maariv, Sharon fera valoir qu'Israël est en droit d'abandonner le plan de paix et de fixer les frontières unilatéralement parce que les autorités palestiniennes n'ont pas pris les mesures qui leur étaient demandées contre les groupes de résistance

(officiellement, Sharon se montre toujours favorable à la feuille de route, qui prévoit la création d'un Etat palestinien indépendant aux côtés de l'Etat juif, mais les [Palestiniens](#) le soupçonnent fortement de vouloir dicter ses conditions.

(Reuters)

2-2 Des Canons ... pas du beurre

29-12

# Le vice-Premier ministre israélien Ehoud Olmert a affirmé que l'opération en cours n'était pas limitée dans le temps.

01-12

# En dépit des déclarations faites la semaine dernière par Dan Halutz, le chef d'Etat de l'armée israélienne, qui avait indiqué qu'une réoccupation de la bande de Gaza n'était pas recommandée, le **ministre de la Défense, Mofaz, a approuvé un plan préparé par l'armée, afin de réoccuper plusieurs régions dans la bande de Gaza**. Le plan est en cours dans la bande de Gaza, puisque l'armée a commencé de créer une région tampon dans la bande de Gaza.

SOURCE : IPC+agences

2-4 Les grandes manœuvres...

25-12

Le ministre israélien de la Défense a annoncé que l'armée israélienne allait prolonger au moins jusqu'au 3 janvier, (date de la fin de la fête de Hanoukka), le bouclage strict de la Cisjordanie et la bande de Gaza.

Rappel Le bouclage total avait été imposé le 5 décembre

2-5 Gouvernement cherche coalition désespérément...

03-01

Quatre ministres issus du [Likoud](#), dont le ministre des Affaires étrangères Shalom, vont démissionner du gouvernement d'Ariel Sharon, annonce Netanyahu.

(Reuters)

2-6 Pays corrompu cherche ...

Financement illégal de la campagne Sharon

03-01

(AP)

Des policiers ont la preuve que la famille du Premier ministre israélien [Ariel Sharon](#) a reçu trois millions de dollars en pots-de-vin d'un homme d'affaires autrichien, dans le cadre d'une affaire compliquée incluant des contributions de campagne illégales, a rapporté mardi Channel 10.

La chaîne de télévision a montré un document qui, a été donné par la police à un tribunal qui a confisqué du matériel se trouvant dans la maison de l'homme d'affaires, Martin Schlaff, en Israël, affirmant qu'il disposait de preuves concernant ces pots-de-vin. La police enquête sur cette affaire, qui remonte aux élections de 1999, depuis plus de deux ans.

"Le 22 décembre 2005, l'unité d'investigation de la police nationale a mené une perquisition au domicile des Schlaff (en Israël) et confisqué des documents, des téléphones et des ordinateurs", a dit M. Rosenfeld.

"Les données contenues dans l'ordinateur de Schlaff pourraient renfermer la preuve que la somme de trois millions de dollars a été transférée à la famille Sharon", a-t-il ajouté.

AP & AFP

03-01

Portrait de Martin Schlaff

Investisseur juif autrichien, Martin Schlaff, est notamment connu en Autriche pour ses activités de rachats d'entreprises de télécommunication, comme en Bulgarie.

Avec d'autres entrepreneurs Josef Taus et Herbert Cordt, il a acquis la majorité du capital du principal opérateur de [téléphone mobile](#) serbe, Mobtel en mai dernier. Le montant de l'opération n'a pas été communiqué, mais serait de = 400 millions d'euros selon le journal autrichien Kurier mardi.

Mais le gouvernement serbe, qui détient une petite partie des actions de Mobtel, a retiré sa licence jeudi dernier à Mobtel car, selon lui, la compagnie a conclu un accord, sans en informer Belgrade, avec un opérateur du [Kosovo](#), la province serbe à majorité albanaise administrée par l'Onu.

Selon le journal Die Presse, le consortium Schlaff est aussi sur les rangs pour entrer dans le capital de l'opérateur autrichien Telekom Austria.

Afp

03-01

Ces versements seraient liés à un scandale de corruption dans lequel Sharon est soupçonné d'avoir reçu un prêt de 1,5 million de dollars d'un entrepreneur sud-Africain, Cyril Kern, qui aurait été utilisé pour rembourser les contributions à sa campagne en 1999, jugées illégales.

03-01

Ces informations interviennent quelques heures après que l'un des fils de M. Sharon, Omri, eut renoncé à son poste de député à la suite de son inculpation dans une affaire de financement occulte d'une campagne électorale de son père.

AP

## 2-10 Politique colonialiste israélienne (Colonisation & colonies)

30-12

# Sharon a promis de maintenir dans le giron israélien les principaux blocs de colonies de Cisjordanie, mais a déclaré que certaines communautés isolées pourraient être démantelées.

Rappel : Israël est censé démanteler toutes les implantations illégales aux termes de la "feuille de route" détaillant les mesures nécessaires pour permettre à terme l'établissement d'un Etat palestinien viable.

De plus, Israël doit démanteler tous les avant-postes aux termes de la feuille de route, mais ils sont pour la plupart toujours en place.

L'Etat juif n'a pas en outre empêché la construction de nouveaux logements dans les colonies existantes, toutes qualifiées d'illégales par la Cour de justice internationale.

(Reuters)

30-12

(Reuters)

Une porte-parole de l'armée a déclaré que des soldats et des policiers avaient démantelé avant l'aube deux avant-postes érigés près de Ramallah et un troisième situé près de la colonie de Beït El.

On ignore quand l'Etat juif s'en prendra aux autres avant-postes illégalement mis en place cette semaine par un groupe ultranationaliste, les Fidèles de la terre d'Israël. ...

"S'ILS NOUS EXPULSENT, NOUS REVIENDRONS"

Une porte-parole du groupe, Datya Yitzhaki, a déclaré "Notre objectif est de nous étendre et de créer des colonies. Nous ne ferons rien contre les forces israéliennes. Si elles tentent de nous expulser, nous reviendrons"

Selon une source militaire israélienne, une dizaine d'avant-postes de fortune érigés cette semaine sont toujours en place.

## 2-11 Politiques extérieure

02-01

Elliot Abrams, le conseiller adjoint de la sécurité nationale, et David Welch, le secrétaire adjoint d'Etat pour les Affaires du Proche-Orient, sont attendus jeudi pour des discussions avec des officiels israéliens et palestiniens sur les élections prochaines.

---

## 3 Politique internationale des territoires occupés

### 3-0 Usa (le parrain)

28-12

# Les Etats-Unis ont regretté la création de cette "zone de sécurité". Washington s'est toutefois gardé de condamner cette mesure, appelant plutôt l'Autorité palestinienne à sanctionner les auteurs des récents tirs de roquette contre Israël....

02-01

Les officiels américains ont évité des réponses directes, en répétant seulement que les Etats-Unis voudrait assister aux élections libres et démocratiques, tenues à la date fixée.

### 3-3 Pays Arabes & voisins

02-01

Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad, aurait dans des réponses écrites à des questions du public reproduites dans plusieurs journaux, affirmé que la création d'Israël après la Seconde Guerre mondiale a "fait d'une pierre deux coups" pour l'Europe.

Les objectifs réalisés par l'Europe ont consisté à "évincer les Juifs d'Europe et en même temps à créer un appendice européen de caractère sioniste et anti-islamique au coeur du monde islamique",

"Le sionisme est une idéologie occidentale et une idée colonialiste et, en ce moment même, il massacre les musulmans avec les conseils et l'aide des Etats-Unis ainsi que d'une partie de l'Europe

Le sionisme est fondamentalement une nouvelle (forme de) fascisme", conclut t'il

(Reuters)

Mahmoud Ahmadinejad s'interroge sur le "tabou" entourant les recherches et les débats sur le nombre de Juifs exterminés durant l'Holocauste.

S'il est vrai que six millions de Juifs ont péri par le fait de l'Allemagne nazie, "pourquoi l'Europe ne devrait-elle pas en payer le prix en tant que principal coupable de ce crime ?", demande-t-il.

rappel : Ahmadinejad a suggéré précédemment qu'Israël soit transféré en Europe ou en Amérique du Nord.

### 3-4 Quartette

(Voir Brèves)

### 3-7 Ue

30-12

Les observateurs de l'Union européenne déployés au poste-frontière de Rafah, séparant la bande de Gaza de l'Egypte, s'en sont retirés en raison du blocus imposé par des policiers et des membres du Fatah pour protester contre le décès d'un agent dans une fusillade interpalestinienne.

Julio De La Guardia, porte-parole des observateurs européens, a déclaré que tout son personnel s'était retiré en Israël

Quelques heures plus tard, le chef de la police palestinienne Alaa Housni a affirmé que la situation était sous contrôle, mais que la frontière ne devrait pas rouvrir vendredi.

Il a ajouté que les observateurs européens devraient revenir vendredi ou samedi.

AP

02-01

Pour leur part, les européens ont été plus précis, le chef de la délégation européenne, Véronique de Keyser, en indiquant que l'UE avait demandé à Israël de laisser les arabes de Jérusalem-est voter.

### 3-8 France

02-01

**Le ministre des Affaires étrangères, Philippe Douste-Blazy, a exhorté les deux côtés de déployer leurs efforts afin de tenir les élections législatives palestiniennes prévues le 25 janvier notamment avec la participation des jérusalémites ..**

Le processus électoral en cours dans les Territoires palestiniens est dans ce contexte particulièrement important. Nous appelons les deux parties à prendre toutes leurs responsabilités pour que ce scrutin puisse avoir lieu, notamment à Jérusalem-est", indique Philippe Douste-Blazy.

"La rupture de la trêve annoncée par certains groupes armés palestiniens est inquiétante. Nous encourageons (le président de l'Autorité palestinienne) Mahmoud Abbas à continuer les efforts qu'il a entrepris pour rassembler les Palestiniens", poursuit M. Douste-Blazy.

Des observateurs européens ont commencé à se déployer lundi en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, en dépit de l'anarchie croissante qui y règne, à la veille du coup d'envoi de la campagne électorale pour les législatives du 25 janvier.

[http://www.ipc.gov.ps/ipc\\_new/france/details.asp?name=12774](http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=12774)

---

## 4 Territoire palestinien occupé

### 4-1 Détails par région

5 juin 1967

en rose les territoires occupés il y a 38 ans

source:

<http://www.arabs48.com/display.x?cid=6&sid=7&id=28587>



Palestine

Cisjordanie (occupée par Israël depuis 1967)

29-12.

L'armée israélienne a intensifié ses opérations militaires contre les villes et les villages de Cisjordanie et également ses raids aériens au-dessus de la bande de Gaza, semant un état de panique parmi les femmes et les enfants....

L'armée israélienne a bouclé Tulkarem et Qalqiliya, empêchant toute entrée et toute sortie de ces deux villes de Cisjordanie

31-12

Jénine : les soldats israéliens ont renforcé leurs dispositions militaires dans la ville de Jénine, en installant plusieurs barrages militaires aux entrées de la ville et avaient examiné aux cartes d'identités de citoyens.

NAPLOUSE. Les troupes de l'occupation israélienne ont installé un barrage militaire dans la route principale de la ville d'Anbta, et elles avaient empêché les habitants d'entrer ou de sortir de la ville.

TULKREM. Les soldats israélienne soutenus par des jeeps militaires ont envahi le village d'Atil au nord de la ville de Tulkrem et avaient recherché , Nimer Abou Khalil, en arrêtant ses deux fils.

SOURCE : IPC+WAFA

Hébron (sud de la Cisjordanie)

**Yatta au sud de la ville d'Hébron.**

01-01

**Trois ouvriers : Mohamed Abû Zohar, 34 ans, Kamal Abu Jodaia, 30 ans et Ahmed Abû Zohra, 16 ans ont été blessés après qu'ils avaient délibérément été écrasés par un colon israélien dans la ville**

**01-12**

D'autre part, selon des sources israéliennes, un soldat israélien a été blessé pendant un accrochement armé.

[http://www.ipc.gov.ps/ipc\\_new/france/details.asp?name=12757](http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=12757)

Jénine

31-12

**Deux adolescents Monadal Al Saba, 16 ans, et Ghawadra, 13 ans ont été blessés par les tirs de soldats israéliens.**

**Selon des témoins, les soldats israéliens ont attaqué le camp de Jénine et occupé plusieurs maisons et un Centre de police palestinienne où les soldats ont ouvert le feu sur un groupe d'adolescents ans ..**

Selon le correspondant d'IPC, les soldats ont arrêté au moins 21 citoyens des villages d'Attil et d'Allar..

[http://www.ipc.gov.ps/ipc\\_new/france/details.asp?name=12747](http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=12747)

**31-12**

**Les forces de l'occupation israélienne soutenues par plus des huit chars militaires et plus de 30 soldats ont envahi la ville de Jénine au nord de la Cisjordanie**

**Mahmoud Abou Talal, 25 ans, membre des Brigades des martyrs d'Al Aqsa, Aide Mohamed, 14 ans et Saper Jaradat, 18 ans ont été blessés par les tirs de soldats de l'occupation israéliennes**

[http://www.ipc.gov.ps/ipc\\_new/france/details.asp?name=12738](http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=12738)

01-01

Les forces de l'occupation israélienne ont envahi la ville de Jénine et lancé une campagne de recherche

De plus, les soldats israéliens ont renforcé leurs présences militaires dans la ville d'Al Khader

Naplouse.

**29-12**

**Le PCHR a indiqué que 3 citoyens ont été tués dans la ville et 10 autres dont 3 enfants, ont été blessés ...**

[http://www.ipc.gov.ps/ipc\\_new/france/details.asp?name=12719](http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=12719)

Toulkarem

29-12

Le résistant Souheib Ibrahim Ajami, 19 ans a actionné la charge qu'il transportait contre un barrage militaire israélien. Selon les témoins, les soldats israéliens installés au check point ont ensuite ouvert le feu contre les citoyens et leur voitures :

**4 palestiniens et 1 officier israélien ont été tués lors de cette opération à l'entrée sud de la ville palestinienne encerclée de Tulkarem au nord de la Cisjordanie et causant des blessures à sept citoyens qui ont été transportés à l'hôpital Thabet Thabet tandis que trois soldats israéliens ont été blessés, dont un sérieusement atteint.**

(AP & afp) lpc -

29-12

Le porte-parole de l'Autorité palestinienne, Nabil Abou Roudeina, aurait condamné l'attaque déclarant que "cette opération était contre l'intérêt national palestinien" dans la mesure où elle fournissait l'occasion "à Israël de poursuivre son escalade" militaire.

(AP & afp)

---

Bande de Gaza

28-12

Dans le cadre de cette opération baptisée "Cieux bleus", l'armée israélienne a commencé soir à lancer des obus sur cette zone pour empêcher les Palestiniens d'y pénétrer.

Elle menace d'abattre quiconque s'approche de la frontière israélienne. Comme au cours des dernières semaines, des avions de combat ont bombardé les routes d'accès aux sites de lancement de roquettes.

Israël a pilonné le nord de la bande de Gaza

Une douzaine d'obus d'artillerie se sont abattus peu après 18h00, blessant 2 passants.

28-12

Hier soir, selon des sources sécuritaires palestiniennes, les chars israéliens placés aux frontières de la bande de Gaza ont tiré 25 obus vers le nord de la bande de Gaza.

29-12

Dans la bande de Gaza, l'artillerie israélienne a poursuivi jeudi des bombardements dans "un no man's land" décrété unilatéralement dans le nord du territoire. L'armée a indiqué avoir tiré une trentaine d'obus dans la nuit contre le nord de la bande de Gaza, et procédé à des attaques de l'aviation "contre six routes donnant accès à des sites

Selon le ministère palestinien de l'Intérieur, le "no man's land" qui s'étend notamment sur les sites de Dougit, Alé Sinaï et Nitzanit, et les ex-colonies israéliennes couvre 16 km<sup>2</sup>.

29-12

Par ailleurs, l'artillerie israélienne a continué ses bombardements sur des régions de la bande de GAZA

02-01

L'armée de l'air israélienne a mené dans la nuit de dimanche à lundi une attaque sur Khan Younes, au sud de Gaza. Elle visait un centre culturel du Fatah. On ne fait état pour l'heure d'aucune victime.

02-01

(Reuters)

L'aviation israélienne a frappé à plusieurs reprises la bande de Gaza.

Tsahal a annoncé que ses avions avaient visé des routes et un immeuble du nord de Gaza,

Les avions israéliens ont également bombardé sept routes utilisées par les résistants pour se rendre dans les secteurs d'où ils tirent des roquettes sur le territoire israélien,

(ats 02:42-Reuters)

[http://www.ipc.gov.ps/ipc\\_new/france/details.asp?name=12718](http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=12718)

31-12

Deux résidents palestiniens ont été tués samedi soir après que l'armée israélienne avait bombardé le nord de la bande de Gaza.

01-12

L'armée de l'air israélienne a attaqué dimanche soir la ville de Khan Younés dans le sud de Gaza, ont déclaré lundi matin des responsables de sécurité.

Aucune information sur les pertes en vie humaine et en matériel lors de cette attaque n'a été communiquée pour le moment.



Le raid a pris pour cible un centre culturel du mouvement palestinien de Fatah, ont précisé des sources de sécurité palestiniennes.

SOURCE : IPC+agences & [http://www.ipc.gov.ps/ipc\\_new/france/details.asp?name=12754](http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=12754)

Nord de la bande de Gaza.,

### Camp de réfugiés de Jabaliya

02-01

Au nord de Gaza, près de la zone qu'Israël a interdite aux Palestiniens

Une voiture a explosé lundi soir dans le nord de Gaza, assassinant deux résistants, dont Saïd Abou al-Jidian, ont annoncé des responsables de la sécurité palestinienne et des témoins.

Une troisième personne se trouvant dans la voiture a été gravement blessée (mort entre-temps) selon des sources hospitalières, et deux passants ont également été blessés.

Tsahal n'a pas réagi dans l'immédiat...

Un drone israélien survolait la zone, et selon la radio israélienne, il s'agissait d'un "meurtre ciblé" visant les résistants.

AP

### Autres territoire dans la bande de Gaza

29-12

(Reuters)

Des hommes armés non identifiés ont attaqué un poste de police dans la bande de Gaza, déclenchant une fusillade lors de laquelle un assaillant et un policier ont été tués. Deux policiers et trois passants ont en outre été blessés, précise-t-on de source médicale.

On ignore l'identité et les mobiles des assaillants.

31-12

(AFP) - Deux Palestiniens ont été tués et un troisième a été blessé, samedi soir, par des missiles tirés par des drones armés israéliens.

Les deux hommes n'étaient pas des combattants, selon ces sources.

Un porte-parole militaire israélien a confirmé des tirs de missiles d'appareils de l'armée de l'air, sans préciser le nombre ni le type des appareils.

31-12

Un Palestinien a été tué samedi soir par une frappe aérienne israélienne dans le nord de la bande de Gaza, a annoncé un responsable palestinien local.

Selon le Dr Moaiya Hassanain, un appareil israélien a pris pour cible un homme qui se trouvait dans le "no man's land" " établi par Israel

AP

---

## Liban

28-12

Tsahal a attaqué a coups de roquettes, une base du FPLP-CG (Front Populaire de Libération de la Palestine-Commandement Général) dans le secteur de Naamé, au sud de Beyrouth, a indiqué un porte-parole.

Le FPLP-CG a affirmé que deux de ses membres avaient été blessés dans le raid israélien, et a par ailleurs démenti toute implication dans l'attaque aux Katioucha

(ats -19:26)

---

## Enlèvements

28-12

### Bref enlèvement de trois Britanniques

Kate Burton, 24 ans, bénévole humanitaire, a été enlevée avec ses parents, il y a deux jours alors qu'elle se trouvait dans la ville de Rafah. .

Le groupe responsable de l'enlèvement ont menacé de s'en prendre aux 250 observateurs européens et

américains attendus pour les élections si leurs pays ne faisaient pas pression sur Israël pour abolir le no man land décrétée unilatéralement par Israël sur un territoire qui ne lui appartient pas dans le nord de Gaza.

01-01

(Reuters) - dans la bande de Gaza ont été libérés, annonce un responsable britannique, citant les services de sécurité palestiniens.

AP

02-01

Un militant pacifiste italien était enlevé

02-01

L'Italien enlevé dimanche matin dans le sud de la bande de Gaza a été libéré, a déclaré la parlementaire italienne Luisa Morgantini.

(afp)

=

---

#### 4-2 Décompte des pertes humaines (Depuis le début de l'Intifada le 25 septembre 2000 )

Ces totaux sont obtenu par le recoupement (si possible) des chiffres des pertes communiqué par la résistance & les médias occidentaux + XINHUANET

#### 4-2 Décompte des pertes humaines (Depuis le début de l'Intifada le 25 septembre 2000 )

##### 2-1 Palestine :

Civils & résistants tués	: 4.262
	dont : 681 de moins de 21 ans
Palestiniens blessés par les forces israéliennes et les colons	: 45.612
Internationaux blessés (balles réelles ou caoutchoutées, gaz lacrymogène, autres moyens)	: 148 (chiffre tout a fait minimal)
Arrêtés :	: 40.756
En prison :	: 9.200
Pacifistes en prison ou arrêtés	: + 89
Autres actes	
Journalistes tués	: 9
Nombre de maisons palestiniennes détruites ou partiellement démolies	: 66.265

##### 2-2 Occupants:

Israéliens tués	: 1.078
	( 333 militaires/policiers)
Israéliens blessés	: 5.939
	( 1236 militaires/policiers)

*Chiffres tenu à jour par ML (suivant un décompte gouvernemental palestinien & Ap, Afp (pour la Palestine & Afp pour Israël)*

---

**286 \* morts, dont 68 enfants, et 1700 blessés depuis le début de l'année 2005**

**Rapport du Centre national palestinien d'Information (PNIC) département du SIS  
(State Information Service),  
31-12**

**du 1/1/2005 jusqu'à 1/12/2005 :**

**286 tués, (dont 68 enfants et 16 femmes)**

**Blessés : 1700 blessés.**

[http://www.ipc.gov.ps/ipc\\_new/france/details.asp?name=12746](http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=12746)

**\* Ps : je relève dans mes statistique 395 tués & 2.035 blessés : je ferais une enquête (ml)**

**PNIC: Transgressions israéliennes contre le cessez-le-feu proclamé au Sommet du Charme Al Cheikh depuis le 8 Février 2005 au Caire**

**29-12**

**Le rapport recense 22653 transgressions**

**1802 opérations**

**L'installation de 4290 check points,**

**La détention arbitraire de 3198 citoyens,**

**La saisie de 35.344 dunums de terres,**

**549 agressions des colons contre les Palestiniens..**

**01-01**

**PCHR dénonce l'escalade israélienne contre les palestiniens  
GAZA.**

**29-12**

**Le Centre palestinien des Droits de l'Homme (PCHR) a indiqué que les forces israéliennes ont augmenté ses attaques contre les palestiniens dans les territoires palestiniens occupés.**

---

## 6 Les brèves

6-1 L'appel du Quartet à l'Autorité palestinienne avant les élections...

29-12

Le Quartet pour le Proche-Orient (États-Unis, Russie, ONU et Union européenne) s'est prononcé hier contre la présence de militants armés opposés à la paix avec Israël au sein du gouvernement palestinien, dans un communiqué publié à Washington ...

La déclaration disait que : " Le Quartet estime qu'un futur gouvernement de l'Autorité palestinienne ne devrait pas compter de membres qui ne se seraient pas engagés à respecter le principe du droit d'Israël à exister en paix et en sécurité, et n'auraient pas renoncé explicitement à la violence et au terrorisme ".

" A cet égard, le Quartet appelle tous les participants de renoncer à la violence, reconnaître le droit d'Israël d'exister et désarmer ".

Le Quartet international sur le Proche-Orient, qui est l'auteur de la " Feuille de route ", un plan de paix qui prévoit la création d'un État palestinien en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, appelle en outre l'Autorité palestinienne du président Mahmoud Abbas à faire cesser les attaques contre Israël des groupes armés opposés au processus de paix, comme le Hamas ou le Jihad islamique.

Le groupe a aussi pressé Israël mercredi de travailler avec l'Autorité palestinienne afin d'assurer que les palestiniens de Jérusalem peuvent voter dans les élections parlementaires du mois prochain.

Le Quartet insiste de plus que les palestiniens commencent immédiatement le dialogue direct afin de coordonner les préparations pour les élections.

" Des mesures proactives sont essentielles pour le mouvement de votants, le personnel et le matériel du comité d'élections et les observateurs internationaux, d'un bout à l'autre du processus électoral, comme est prévu par la " Feuille de route ".

Le group a indiqué aussi que les deux côtés devrait travailler afin de permettre aux palestiniens de Jérusalem-est de voter "en conformité avec le précédent existant ".

Le gouvernement israélien avait averti qu'il ne permettrait pas aux palestiniens de voter à Jérusalem-est à cause de la participation du Hamas.

SOURCE : AL JAZEERA

[http://www.ipc.gov.ps/ipc\\_new/france/details.asp?name=12706](http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=12706)

---

## 6-2 Article de L'AFP : Quartette :& leurs exigences ! ,

28-12

Le Quartette pour le Proche-Orient (Etats-Unis, Russie, Onu et Union européenne) s'est prononcé contre la présence de résistants au sein du gouvernement palestinien qui sera issu des prochaines élections,

"Le Quartette estime qu'un futur gouvernement de l'Autorité palestinienne ne devrait pas compter de membres qui ne se seraient pas engagés à respecter le principe du droit d'Israël à exister en paix et en sécurité, et n'auraient pas renoncé explicitement à la violence et au terrorisme", indique le Quartette dans ce communiqué publié en Amérique

Le Quartette international sur le Proche-Orient, en outre "appelle l'Autorité palestinienne à prendre des mesures immédiates pour assurer la loi et l'ordre, prévenir les attentats et démanteler les infrastructures du terrorisme", ajoute le document.

Le groupe international qualifie les prochaines élections législatives palestiniennes, prévues le 25 janvier, d'"avancée positive vers la consolidation de la démocratie palestinienne et l'objectif d'une solution au conflit israélo-palestinien par deux Etats" et appelle l'Autorité palestinienne à assurer un scrutin "libre, juste et ouvert".

Il salue la décision de l'Autorité palestinienne d'inviter des observateurs internationaux et se dit "encouragé" par les négociations interpalestiniennes pour définir un "code de conduite" pour la participation aux élections.

Mais les candidats "ne doivent pas s'engager dans la résistance ou des milices, car il y a une contradiction fondamentale entre ces activités et la création d'un Etat démocratique", rappelle le communiqué.

"A cet égard, le Quartette appelle tous les participants (aux élections) à renoncer à la violence, à reconnaître le droit d'Israël à exister et à désarmer", indique le texte.

En outre, l'Autorité palestinienne de M. Abbas "devrait prendre des mesures supplémentaires pour s'assurer que le processus démocratique n'est pas entaché par la violence, en interdisant aux partis politiques de poursuivre leurs objectifs par la violence et en agissant rapidement pour adopter une loi dans ce sens", ajoute le Quartette.

Le groupe appelle le gouvernement israélien et l'Autorité palestinienne à ouvrir "immédiatement" le dialogue pour coordonner les préparatifs des élections.

"Les deux parties devraient oeuvrer à mettre en place un mécanisme pour permettre aux Palestiniens résidant à Jérusalem d'exercer leur droits démocratiques légitimes, comme cela a déjà été le cas", conclut le communiqué.

(afp- 20h17)

---

## 6-3 Associated Press: Janet Mikhail, maire de Ramallah

31-12

Janet Mikhail, élue cette semaine maire de Ramallah, en Cisjordanie, a déclaré qu'elle n'hésiterait pas à diriger la ville à la tête d'une coalition comprenant le Hamas.

Première femme à administrer une ville de Cisjordanie, cette ancienne proviseur de lycée âgée de 60 ans a été élue avec une majorité de 15 conseillers municipaux, dont trois du mouvement de la résistance islamique (Hamas).

## La désignation de cette candidate indépendante a relégué le Fatah de Mahmoud Abbas dans l'opposition à Ramallah, cité de 23.000 âmes et centre politique et administratif palestinien.

"Le Hamas m'a élue parce que je suis indépendante", a signalé Mme Mikhail dans un entretien à l'Associated Press.

AP

---

### 7 Dossier

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

Marc

7-1 Point de vue de Alain Gresh : La Palestine abandonnée

*Le Monde diplomatique* publie, dans son numéro de janvier 2006, deux importants articles sur le conflit israélo-palestinien. Le premier, écrit par Hussein Agha et Robert Malley, réfléchit sur « le pouvoir palestinien à bout de souffle », alors que se préparent les élections législatives du 25 janvier ; l'autre, du militant pacifiste Uri Avnery, mesure les changements politiques intervenus dans ce pays à la veille des élections générales de mars 2006. Le texte ci-dessous fait le point sur le virage de la communauté internationale, notamment de l'Union européenne, concernant la solution du conflit.

Subtilement, insensiblement, au cours des dernières années, dirigeants mais aussi médias européens ont changé leur manière d'aborder le drame de la Palestine et la solution du conflit israélo-palestinien. Durant tout ce que l'on a nommé le « processus d'Oslo », il était clair que la solution passait par une négociation d'ensemble fondée sur un retrait des troupes israéliennes des territoires occupés en 1967, y compris la partie Est de Jérusalem, l'établissement de frontières durables entre l'Etat palestinien et Israël, et une solution acceptable pour les réfugiés palestiniens. Les négociations de Camp David (juillet 2000) comme celles de Taba (janvier 2001) portaient sur ces contentieux.

L'éclatement de la seconde Intifada, fin septembre 2000, la répression sanglante mise en œuvre par l'armée israélienne dès les premiers jours – des mois avant les premiers attentats-suicide –, l'escalade de la violence, l'élection de M. Ariel Sharon au poste de premier ministre, la multiplication des attentats contre des civils israéliens, puis la reprise du contrôle total par l'armée israélienne des territoires occupés ont ponctué les dernières années. Pourtant, du point de vue du droit international, et quelle que soit l'appréciation que l'on puisse avoir sur la stratégie et de la tactique de l'Autorité palestinienne, les problèmes de base demeurent : la Cisjordanie, Gaza et Jérusalem-Est restent des territoires occupés, Israël reste une puissance occupante, et la création d'un Etat palestinien indépendant reste la clef de la paix.

### **Crimes de guerre occultés**

Pourtant, à lire les déclarations des dirigeants européens, à suivre les actualités répercutées par les médias, on constate un renversement de perspective : désormais c'est aux Palestiniens, c'est-à-dire aux occupés, de faire la preuve de leur bonne volonté. Les références de l'Union européenne aux obligations de l'un et l'autre camp cachent mal le ralliement à la vision du premier ministre israélien : toute avancée sur la voie de la paix dépend de l'Autorité palestinienne ; c'est elle qui doit se réformer, liquider les groupes armés, faire la preuve de sa volonté de coexister avec Israël. Ce ralliement est aussi très sensible dans les médias, qui tendent à gommer la réalité de la politique israélienne sur le terrain, à sous-estimer son caractère répressif et contraire au droit international, à occulter les crimes de guerre commis.

En France, les violentes campagnes menées contre certains journalistes et intellectuels, de Daniel Mermet à Edgar Morin, en passant par Jean Ferrat, ont contribué à tétaniser une partie des journalistes : qui souhaiterait être taxé, même à tort, d'antisémitisme ?

Un cas d'école est fourni par l'éditorial de *Libération* du 2 janvier 2006, qui se désole sur la situation qui prévaut en Palestine. Mais à qui la faute ? « *Il y a un an, écrit Patrick Sabatier, l'élection de Mahmoud Abbas au fauteuil d'Arafat avait été une raison d'espérer. Une fenêtre d'opportunité avait été ouverte, par laquelle pouvaient souffler un vent de démocratisation et de réformes dans les Territoires palestiniens (sic !, surtout n'utilisons pas le mot d'occupation), en même temps que celui d'une démilitarisation de la politique palestinienne en vue d'une reprise des négociations avec Israël. Aujourd'hui, cette fenêtre est sur le point d'être claquée au nez des partisans de la paix.* » La responsabilité du gouvernement de M. Sharon est à peine évoquée...

L'évacuation de la bande de Gaza durant l'été 2005 a représenté, de ce point de vue, un autre exemple édifiant. Pendant des semaines, les médias internationaux ont braqué leurs projecteurs sur les quelques milliers de colons

évacués, s'étendant sur leur souffrance comme sur les pleurs des soldats chargés de les évacuer. Peu de journalistes ont rappelé que la « colonisation » représente, selon les normes de la Cour pénale internationale, un crime de guerre. Que nombre de ces colons sont des fanatiques prêts à faire le coup de feu contre les civils palestiniens. Que des dizaines de milliers de Palestiniens de Gaza ont été déplacés au cours de ces dernières années, sans que cela soulève la moindre émotion en Occident.

Pis, l'évacuation de Gaza a été présentée comme un « geste » significatif de M. Ariel Sharon. Elle lui a permis de renforcer son crédit aux Etats-Unis et en Europe, et lui a ouvert les portes d'une visite officielle, en grande pompe, en France. Pourtant, comme le rappellent les Nations unies, Gaza reste un territoire occupé, les troupes israéliennes y opèrent des nombreuses incursions – le gouvernement israélien vient même de décider d'installer une « zone de sécurité » sur le territoire palestinien, en évacuant une partie de la population... La menace de couper l'électricité pour toute la bande de Gaza constitue aussi une punition collective, contraire aux conventions de Genève. L'organisation américaine Human Rights Watch faisait remarquer, dans un communiqué du 23 décembre 2005, qu'une telle mesure représenterait une violation des lois de la guerre, comme celle que Tel-Aviv avait décrétée en interdisant, entre le 24 septembre et le 12 novembre, l'entrée de son territoire aux 5 000 travailleurs palestiniens, rajoutant aux souffrances d'une population qui vit à 68 % sous le seuil de pauvreté (1).

## La colonisation avance

M. Moustapha Barghouti, candidat ayant obtenu environ 20 % de suffrages à l'élection du président de l'Autorité palestinienne, en janvier 2005, face à M. Mahmoud Abbas, a publié récemment un article intitulé « La vérité que vous n'entendez pas » (2). Il y fait le bilan de la situation sur le terrain, en Cisjordanie et à Gaza, un bilan bien éloigné de la version israélienne qui « présente une image à l'opposé absolu de la réalité » ; bien éloigné aussi de l'image que peuvent transmettre la plupart des médias occidentaux.

Ainsi, la colonisation avance rapidement. « *La population totale des colons (...) est désormais de 436 000 : 190 000 à Jérusalem et 246 000 en Cisjordanie. Seulement 8 475, soit 2% de ce total, de colons illégaux ont été évacués de Gaza et de la région de Jénine. Durant la même période, la population des colonies de Cisjordanie a augmenté massivement de 15 800.* »

Il raconte aussi la vie quotidienne imposée par le mur de séparation, qui entoure complètement une ville comme Qalqiya, avec une seule porte dont les soldats israéliens ont la clé. « *Un permis est nécessaire pour franchir le mur, un permis qu'il est pratiquement impossible d'obtenir. Même quand on réussit, il faut se débrouiller avec les horaires spéciaux d'ouverture. Dans la région de Jayous, vous pouvez traverser entre 7h40 et 8 heures du matin, entre 14 heures et 14h15, et entre 18h45 et 19 heures : au total 50 minutes par jour. Parfois l'armée oublie d'ouvrir les portes, et les élèves, les professeurs, les fermiers, les malades, et les gens ordinaires doivent attendre indéfiniment.* »

Les conséquences de la construction du mur de séparation sur la ville de Jérusalem sont confirmées par un rapport récent des chefs de mission de l'Union européenne à Jérusalem-Est (3). Ce texte, relève, parmi d'autres, certains axes de la politique israélienne dans la ville sainte :

- . le presque achèvement de la barrière autour de Jérusalem-Est, loin de la ligne verte (ligne de cessez-le-feu de 1967) ;
- . la construction et l'expansion des colonies illégales, par des entités privées et par le gouvernement israélien, à l'intérieur et autour de Jérusalem-Est ;
- . la démolition des maisons palestiniennes construites sans permis (qui sont presque impossibles à obtenir) ;
- . le plan d'expansion de la colonie de Maaleh Adoumim, qui menace d'achever l'encerclement de la ville par les colonies juives et de diviser la Cisjordanie en deux secteurs géographiques.

Et les consuls européens à Jérusalem soulignent que « *les actions d'Israël à Jérusalem sont en violation de ses engagements envers la Feuille de route et du droit international* ». Résultat de ces constats ? L'Union européenne a décidé, courageusement, de ne pas publier ce rapport...

## L'Autorité n'est pas un Etat

Amira Haas, la correspondante permanente du quotidien *Haaretz* dans les territoires occupés, connue pour ses reportages courageux, commentait ainsi la victoire du Hamas aux élections municipales de décembre 2005 en Cisjordanie : « *La victoire du Hamas aux élections locales a fleuri sur un terrain fertile. Les gens en ont assez des*

*mensonges qui ont accompagné leurs vies durant les treize dernières années [depuis la signature des accords d'Oslo] ; qu'Oslo signifie la paix ; que la création d'une Autorité palestinienne est une victoire et un symbole, qui abolirait tous ses échecs ; que l'Autorité est un Etat (4). »*

La journaliste ne dédouane pas pour autant le Hamas, dont la propagande s'appuie, selon elle, sur trois mensonges : le mouvement islamiste prétend que la bande de Gaza a été « libérée », alors que c'est le résultat d'une décision unilatérale israélienne ; que cette évacuation est le résultat de la « lutte armée », alors que « les attentats-suicide ont seulement renforcé le soutien de l'opinion israélienne à toutes les formes de prise de contrôle de la Cisjordanie » ; que les élections législatives de janvier 2006, auxquelles le Hamas a décidé de participer, sont fondamentalement différentes de celles de 1996, alors qu'elles se déroulent dans le même cadre, celui fixé lors des accords d'Oslo.

Les appels à la démocratisation de l'Autorité palestinienne apparaissent aussi vides de sens. Lors de l'élection présidentielle de janvier 2005, il était clair que l'Union européenne ne voulait qu'un vainqueur, M. Mahmoud Abbas : les nombreuses pressions exercées par le Fatah sur la commission électorale ne furent donc pas dénoncées par les observateurs internationaux ni relayées par les médias (5). Désormais, M. Javier Solana, haut représentant de l'Union européenne pour la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) menace l'Autorité palestinienne de lui retirer le soutien de Bruxelles, en cas de victoire de Hamas au scrutin de janvier 2006. En somme, l'Europe des Vingt-Cinq accepte les élections à la condition que les candidats qu'elle préfère soient élus...

Comment s'étonner alors que l'Union renforce ses relations avec Israël, qu'elle soit plus prompte à faire pression sur l'Autorité qu'à mettre en œuvre les sanctions prévues par les accords d'association euro-méditerranéens en cas de violation des droits de la personne, violations qui sont quotidiennes dans les territoires occupés ; à recevoir les dirigeants israéliens pour les « encourager » à poursuivre dans la même voie, alors que cette voie mène directement à l'annexion d'une grande partie de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est. La France, il faut le regretter, a renoncé à son action autonome et visible en faveur des droits des Palestiniens : elle reçoit le premier ministre Ariel Sharon et reprend sa coopération militaire et même sécuritaire avec Israël (6) ; nombre de ses ministres, dont M. Nicolas Sarkozy, multiplient les visites en Israël ; ce sont deux sociétés françaises qui construisent un tramway reliant le centre de Jérusalem à deux colonies juives situées à l'est de la ville, contribuant ainsi à la politique israélienne d'occupation. Cette stratégie, qui s'inscrit dans un rapprochement plus large avec les Etats-Unis au Proche-Orient, de l'Irak à l'Afghanistan, va à l'encontre de décennies de politique française sur le conflit israélo-palestinien.

Le « processus de paix » ouvert par les accords d'Oslo est mort et enterré. On peut penser qu'il aurait pu représenter une voie vers le règlement, que des occasions ont été manquées. Quoi qu'il en soit, il n'est plus possible de revenir en arrière. Faut-il espérer en l'application de la Feuille de route, dans la victoire du « centriste » Ariel Sharon en mars prochain ? Non, car l'équation reste la même : les Palestiniens continuent de vivre sous occupation, leur vie quotidienne est insupportable, leurs aspirations à l'indépendance bafouées. Il est illusoire de penser que l'on pourra assister, dans la prochaine période, à un changement d'orientation du gouvernement israélien sans des pressions internationales soutenues pour faire appliquer le droit international, rien que le droit international, tout le droit international. La résistance des Palestiniens et la mobilisation de la fraction pacifiste de l'opinion israélienne doivent être soutenues par des sanctions internationales.

Comme le demande M. Moustapha Barghouti : « Une manière de corriger la situation est de faire ce qui a été fait avec succès en Afrique du Sud, appliquer des sanctions. Un élément-clé est de rompre les relations militaires avec Israël, le quatrième exportateur d'armes dans le monde. Nous avons besoin d'un mouvement de non-coopération militaire qui se concentre sur les désinvestissements dans ce domaine et qui lie les relations économiques avec Israël à l'application du droit international et l'application des résolutions internationales. » Un mouvement puissant en ce sens s'est développé dans le monde anglo-saxon. L'accord d'association entre l'Union européenne et Israël offre à Bruxelles d'immenses possibilités puisqu'il prévoit explicitement la possibilité de suspendre celui-ci en cas de violation de son article 2 : « Les relations entre les parties, de même que toutes les dispositions du présent accord, stipule-t-il, se fondent sur le respect des droits de l'homme et des principes démocratiques, qui guide leur politique intérieure et internationale et constitue un élément essentiel de cet accord. » C'est pourquoi, le 10 avril 2002, en pleine opération « Rempart » en Cisjordanie, le Parlement européen avait demandé, à une large majorité, à la Commission et au Conseil « la suspension de l'accord d'association euro-méditerranéen UE-Israël ». En vain... N'est-il pas temps de revenir à cette mesure qui permettra à l'Union européenne de mettre ses actes en accord avec ses paroles, de soutenir l'application du droit international et de jouer un rôle actif au Proche-Orient ?

**Alain Gresh, Le Monde diplomatique - 3 janvier 2006**

[http://www.aloufok.net/article.php3?id\\_article=2747](http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=2747)

### Notes

(1) <http://hrw.org/english/docs/2005/12/22/isrlpa12345.htm>

(2) « The truth you don't hear », *Al-Ahram Weekly*, Le Caire, 1er-7 décembre 2005.

(3) <http://www.france-palestine.org/article2868.html>

(4) Haaretz.com, 21 décembre 2005.

(5) Lire l'excellente analyse de Roger Heacock, « Les élections palestiniennes », *Confluences Méditerranée*, n°55, automne 2005, L'Harmattan.

(6) En décembre 2005, le ministre israélien de la Sécurité publique Gideon Ezra, et le chef de la police israélienne Moshe Karadi, ont séjourné quatre jours à Paris à l'invitation de M. Sarkozy, afin - selon *Haaretz* - de conseiller les policiers français sur les méthodes de gestion des émeutes du type de celles qu'ont connues les banlieues françaises...

Lire :

**Silence coupable** : [http://www.aloufok.net/article.php3?id\\_article=2746](http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=2746)

**Intégralité du Rapport** : [http://www.aloufok.net/article.php3?id\\_article=2736](http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=2736)

**Jérusalem : l'UE cache l'annexion** : [http://www.aloufok.net/article.php3?id\\_article=2737](http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=2737)

**La Palestine abandonnée** : [http://www.aloufok.net/article.php3?id\\_article=2747](http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=2747)

---

## 7-2 Point de vue de Meron Benvenisti : Hong Kong à Modi'in

**Cela ne fait aucun doute : les auteurs de la plate-forme politique du parti Travailleiste ont fait preuve d'une revigorante originalité en introduisant une nouvelle notion dans le dictionnaire, déjà bien chargé, des concepts de l'occupation israélienne : le « schéma Hong Kong ». L'idée d'acheter aux Palestiniens les blocs de colonies à la manière dont la Grande Bretagne avait acheté à la Chine (en 1898) des territoires pour une période de 99 ans (et non pas Hong Kong même, qui était une colonie de la couronne depuis 1841), est une idée particulièrement heureuse : on ne pouvait donner expression plus percutante au caractère colonialiste de l'annexion de parties de la Cisjordanie que l'exemple de la mainmise de l'Empire britannique (et avec lui, la France, l'Allemagne et le Japon) sur des parties d'un Empire de Chine impuissant.**

**De fait, les inventeurs du « schéma Hong Kong » ont relevé la ressemblance : un capitalisme rapace agissant sous la**



protection d'une force militaire contre un adversaire impuissant, une mainmise brutale sur les ressources du sol et l'eau parallèlement à la dépossession et l'expulsion des indigènes, la réalisation de profits énormes tout en exploitant sentiments patriotiques et poussées nationalistes. Les intérêts et les sentiments qui animaient l'impérialisme et le colonialisme à la fin du 19<sup>e</sup> siècle – et qui maintenant sont devenus illégitimes, proscrits et embarrassants – subsistent dans l'Israël d'aujourd'hui, et les auteurs de la plate-forme politique du parti Travailleuse n'hésitent pas, si colombes et amoureux de la paix soient-ils, de se baser sur Hong Kong (qui fut créé pour permettre un marché libre de l'opium) comme « solution » aux blocs de colonies.

En vérité, la situation dans ces blocs s'accorde avec l'époque coloniale. Le Dr Gadi Algazi révèle, dans une saisissante étude, « l'histoire du capitalisme colonial en Israël 2005 », avec dans les rôles principaux, des hommes d'affaires orthodoxes, des escrocs marchands de terrains, des collaborateurs, des officiers de l'administration militaire, et puis ceux qui dessinent le tracé de la clôture de séparation et les leaders parmi les colons. « Alliance non sacrée entre les autorités de l'Etat qui subventionnent et promeuvent les clôtures d'une part, et d'autre part les sociétés immobilières et les entrepreneurs high-tech, la vieille et la nouvelle économie. »

Cette alliance fixe les limites élastiques des « blocs » [de colonies] puis, s'appuyant sur le « consensus », ces blocs ne cessent de se remplir, ne cessent de s'étendre. Des milliers d'unités d'habitation, pour partie sans permis, sont construites sur des terres volées à leurs propriétaires palestiniens par des ruses criminelles, et les planificateurs de la clôture de séparation, qui connaissent parfaitement les cartes de la mainmise planifiée par les requins de l'immobilier, veillent soigneusement à inclure les terrains concernés à l'intérieur du tracé de la clôture, ce qui ne les empêche pas de déclarer ensuite, sans la moindre honte, que

**la clôture est établie « sur base de considérations sécuritaires ».**

**Les confrontations continues entre Palestiniens, habitants des villages dont les terres ont été volées – et à leur tête le village de Bil'in, devenu un symbole – et les forces de sécurité, ne bénéficient pas de l'attention qu'elles méritent car le combat de ces habitants est perçu dans le contexte politique large de l'opposition à la clôture, et pas comme protestation contre le vol de leurs terres et la création du « bloc ». Comme le résume Algazi : « Il s'agit d'une caractéristique structurelle de la frontière coloniale. La colonisation sauvage offre des opportunités en matière d'immobilier et des bénéfices excessifs aux dépens de l'environnement humain et de l'environnement naturel. »**

**Le « camp de la paix » a, dans sa majorité, renoncé à la lutte contre les injustices entraînées par l'établissement des blocs de colonies. Si la demande de leur annexion a été admise par le Président Bush, quel sens y aurait-il à lutter à propos de leur avenir ? Il suffit d'inventer un alibi comme le « schéma Hong Kong ». Le combat du camp de la paix ne vise que les colons « idéologiques », les fanatiques des avant-postes et la « jeunesse des collines » – les habitants des blocs urbains, en quête de qualité de vie, ne faisant eux apparemment pas partie de cette confrontation.**

**Et effectivement, une part non négligeable des habitants des blocs sont des victimes de l'occupation. Ils n'en sont pas les instigateurs ni ne la perpétue. La population qui croît à un rythme des plus élevé dans les blocs de colonies est une population orthodoxe. Les villes de Modi'in Ilit (Kiryat Sefer) et Betar Ilit grandissent à un rythme stupéfiant et le nombre de leurs habitants atteint les soixante mille (soit près d'un quart du nombre total des colons).**

**Des familles orthodoxes pauvres, avec de nombreux enfants et sans logement n'ont pas eu d'autres choix que de venir dans les blocs, et leurs leaders se sont définis comme chair à**

canon. Là-bas, sur des territoires volés aux villages palestiniens, des maisons leur ont été bâties et vendues à des prix subventionnés, et on leur a offert des solutions d'emploi et des conditions de vie sans équivalent en Israël. Les dirigeants du conseil du Yesha se réfèrent à ces colons contraints et forcés comme des boucliers humains : « Même s'ils ne viennent pas ici pour des raisons idéologiques, ils ne renonceront pas si aisément à leurs maisons », explique cyniquement Pinhas Wallerstein, posant un rude défi à ceux que dégoûte la poursuite de ces vols. Se cacher derrière les astuces de Hong Kong ou les blocs de colonies en général ne résout rien car cela fait longtemps que la complication n'est plus territoriale mais structurelle, globale.

Haaretz, 30 décembre 2005

[www.haaretz.co.il/hasite/pages/ShArtPE.jhtml?itemNo=664179](http://www.haaretz.co.il/hasite/pages/ShArtPE.jhtml?itemNo=664179)

Version anglaise :

[www.haaretz.com/hasen/spages/664554.html](http://www.haaretz.com/hasen/spages/664554.html)

(Traduction de l'hébreu : Michel Ghys)

---

### 7-3 Point de vue de Didier François : Nouvelle épreuve de forces pour Gaza

Les principaux groupes armés palestiniens ont mis fin, hier, à une année de trêve avec Israël, déstabilisant encore plus Mahmoud Abbas, le président de l'Autorité

Le président de l'Autorité palestinienne en a conscience, «l'heure est venue de rétablir la loi et l'ordre». Dans son adresse télévisée à l'occasion du nouvel an, Mahmoud Abbas a une nouvelle fois brossé un tableau apocalyptique de la situation sécuritaire dans les territoires autonomes. «Le chaos et l'anarchie menacent l'ensemble du projet national. Ces événements ruinent notre crédibilité internationale et confortent Israël, lui offrant un prétexte pour suspendre son retrait, pour saper les efforts de paix.» Seulement voilà, peu d'actes semblent devoir redresser ce terrible constat. Les

**services de sécurité apathiques restent l'arme au pied dans leurs casernes, tandis que les groupes clandestins, les clans puissants et les tribus forment désormais de véritables milices, lourdement équipées. Ces forces privées n'hésitent plus à prendre en otage la politique palestinienne pour faire avancer leurs intérêts particuliers. Plutôt que de faire face, l'embryon d'appareil d'Etat paraît totalement dépassé, terriblement affaibli par les coups de boutoir israéliens donnés au cours des cinq dernières années de conflit.**

**Coup fatal. Les incidents se sont multipliés ce week-end, couronnant une semaine déjà calamiteuse alors que Mahmoud Abbas entamait une tournée diplomatique dans le Golfe pour s'assurer du soutien financier des monarchies arabes. Plus grave pour le président de l'Autorité, les Brigades des martyrs d'Al-Aqsa, le principal groupe armé issu de son parti, le Fatah, ont annoncé leur intention de reprendre les hostilités contre Israël. «Nous ne sommes plus tenus par la prétendue trêve. Nous appelons toutes nos bases à se tenir prêtes pour porter leurs coups contre des positions de l'occupant et mener des attentats suicides sur tout le territoire», prévient l'organisation dans un communiqué qui appelle aussi «toutes les factions nationales et islamiques à resserrer les rangs.»**

**Eliminations ciblées. La fin de la trêve pourrait porter un coup fatal à la stratégie de Mahmoud Abbas. Ce cessez-le-feu unilatéral, arraché l'an passé au Caire sous l'égide de l'Egypte, était le seul véritable succès politique du président après son élection à la tête de l'Autorité palestinienne suite à la mort de Yasser Arafat. Certes, plus de 150 Palestiniens et une trentaine d'Israéliens ont encore été tués au cours de cette période d'«accalmie» d'un an, marquée par plusieurs violations de la part des groupes armés, surtout les Brigades Al-Quds du Jihad islamique, et par la poursuite par Israël de sa stratégie d'éliminations ciblées. Mais le niveau de violence avait singulièrement baissé, permettant, cet été, l'évacuation**

**dans le calme des colonies juives de Gaza. Le Hamas aura certainement été le mouvement le plus impliqué dans la trêve, faisant preuve d'une discipline de feu que n'ont pas démontré les diverses factions nationalistes issues du Fatah. Mais l'organisation islamiste a toujours conditionné sa retenue militaire à la tenue d'élections législatives qui devraient permettre son entrée en force dans les institutions politiques palestiniennes (lire ci-contre). Perspective qui n'enchanté pas les caciques nationalistes, dont les postes semblent sérieusement menacés par la popularité du Hamas.**

**Derrière l'essentiel des incidents armés de ces dernières semaines, on trouvera l'empreinte de groupes issus du Fatah. Un bras de fer a opposé la jeune garde, qui s'appuie sur les camps de réfugiés et les dirigeants de l'intérieur, aux vieux caciques du parti, rentrés d'exil en 1996 après les accords d'Oslo, et souvent alliés aux grandes familles. La bataille pour la préséance sur les listes électorales a souvent dégénéré en raids punitifs sur les bureaux de la commission chargée d'organiser le scrutin. L'enlèvement d'étrangers pourrait également participer de cette logique du pire (lire page 7).**

**L'Union européenne a prévu de déployer 230 observateurs pour surveiller le déroulement des opérations de vote du 25 janvier. «La raison cachée derrière des actes aussi vils pourrait être d'interdire la présence d'observateurs internationaux, craint Saeb Erekat, le chef des équipes de négociations palestiniennes, parce que certaines personnes voudraient saboter les élections.»**

Didier FRANCOIS

**QUOTIDIEN : lundi 02 janvier 2006 – Libé**

**<http://www.liberation.fr/page.php?Article=348378>**

Sur le même sujet

- **[Un an après](#)**
- **[A savoir](#)**

## ▪ Nations unies et étrangers pris pour cible

### Le Hamas dans la spirale des urnes

---

#### 7-4 Point de vue de Amira Hass : **Quand la souffrance infligée devient une habitude**

Chaque détail qui sera rapporté ici, chaque parcelle de réalité, est susceptible d'être pris pour le tout, ce qui voilerait sa gravité. Un détail : un matin, des centaines de personnes assiègent trois étroites portes métalliques à tourniquet et les portes ne tournent pas parce que quelqu'un d'invisible les a bloquées en poussant sur un bouton et le nombre de personnes qui se pressent derrière elles ne cesse de croître. Une heure déjà que ces gens attendent et la colère à l'idée d'un nouveau retard au travail ou à l'école s'ajoute aux couches précédentes de colère, d'amertume et d'impuissance.

Mais ce ne sont pas la cohue, l'attente et la colère qui définissent les barrages, dans ce cas-ci le nouveau barrage de Qalandiya. Pas non plus la cohue et la presse dans la suite des étapes du contrôle, devant le passage aux rayons X et les pièces closes où sont assis les soldats qui contrôlent les cartes d'identité, et les autres portes à tourniquet. Pas même non plus les autres « détails » : les caméras qui transforment soldats et commandants en voyeurs invisibles, la voix criarde du haut-parleur diffusant des ordres en hébreu, le terrifiant mur de béton au-dessus et tout autour et les destructions laissées par les bulldozers et les urbanistes israéliens à l'extérieur de cette cage qu'Israël appelle « *terminal de frontière* », là où était, et où n'est plus, toute une série de quartiers d'habitation, de douces collines et la route Jérusalem-Ramallah.

Les 11 « retenus » à la sortie du parcours de contrôle ne sont pas eux non plus un exemple suffisant par lui-même : neuf adolescents de 18 ans et moins, un adulte et un étudiant de 23 ans qui ont commis avant-hier un crime grave : après avoir attendu jusqu'à l'humiliation que les portiques métalliques se mettent à tourner et pouvoir alors s'embarquer dans le parcours du contrôle puis prendre le chemin des cours ou du travail, ils ont décidé de passer au-dessus de la clôture – celui-ci dans l'espoir d'arriver à temps pour un examen d'anglais, celui-là dans la crainte qu'après un nouveau retard à l'imprimerie dans laquelle il travaille, il ne soit congédié. Mais ils se sont fait prendre. L'étudiant a eu les mains liées derrière le dos et on l'a fait asseoir à côté du poste de garde, dans l'espace militaire fermé. Les dix autres ont été placés hors de cet espace, sur un terrain boueux qui ne cessait de s'alourdir de chaque goutte de la pluie qui tombait. Les soldats leur ont dit de s'asseoir. Mais ils ne pouvaient pas s'asseoir à cause de la boue et ils se sont seulement agenouillés. Après une demi-heure environ, les genoux pliés se sont faits de plus en plus douloureux, les pantalons trempés se plaquaient aux cuisses et les mains bleuissaient. Mais les soldats, fidèles à eux-mêmes : « *Assis, je t'ai dit, assis !* ».

Mais l'histoire ce n'est pas le froid ni l'humidité ni la pluie. Ce n'est pas non plus le soldat qui mange sa ration de combat et regarde avec indifférence ceux qui sont retenus là, ni les coups de téléphone de l'auteur de ces lignes jusqu'à ce que, deux heures plus tard, ils soient autorisés – quelle compassion ! – à se mettre debout, ni leur libération – y compris de cet homme chez qui les menottes ont imprimé de profondes marques rouges dans ses mains gelées – ni le fait que celui du groupe qui n'avait que 14 ans ait dû attendre encore 20 minutes une fois libéré, avant qu'on ne retrouve le soldat qui lui avait pris son certificat de naissance (il n'a pas encore de carte d'identité). Parfaitement marginale serait la question de savoir si, sans la présence de l'auteur de ces lignes, ils auraient été retenus plus ou moins longtemps.

Secondaire également est la décision d'ouvrir le matin, aux femmes et aux hommes de plus de 60 ans, ce qu'on appelle la « *porte humanitaire* » (destinée au passage des gens en fauteuil roulant, des parents avec une poussette de bébé et des nettoyeurs palestiniens employés par une société contractuelle). Autre détail qui détourne sur lui l'attention de ce qui est important.

L'important, c'est que l'armée et les citoyens israéliens qui ont tramé tous les détails de la dépossession – et les barrages sont une part inséparable de la dépossession – ont transformé la notion d' « *humanitaire* » en un mensonge révoltant.

Par les barrages et les fermetures de routes, par les interdictions de se déplacer et les limitations imposées au trafic, par le mur de béton et les clôtures de fil de fer barbelé, par la confiscation des terres (seulement pour la sécurité comme la Cour suprême, partie intégrante du peuple, aime à le croire), en coupant des villages de leurs terres ou d'une route d'accès, en construisant un mur à l'intérieur même d'un quartier d'habitation et jusque dans les cours des maisons, et en faisant de la Cisjordanie une collection de « *cellules territoriales* », selon le jargon militaire, parmi les colonies en cours d'expansion, par tout cela, nous, Israéliens, nous avons créé et continuons de créer une crise économique, sociale, psychologique, une crise de l'emploi, une crise environnementale de la dimension d'un tsunami continu. Et alors nous proposons un petit portillon dans la cage, un officier chargé de regarder le vieillard, des toilettes et une installation avec de l'eau potable, et tout ça, on le qualifie d' « *humanitaire* ». Autrement dit, nous poussons un peuple entier dans des situations impossibles, parfaitement inhumaines, afin de voler et sa terre et son temps et son avenir et sa liberté de choisir. Surgit alors le maître de la plantation, qui dispense quelques allègements puis s'enorgueillit de sa commisération.

Mais même la question importante – autrement dit, cette tromperie humanitaire – n'est qu'un détail d'un ensemble dont aucun détail ne tient en lui-même pour le tout ni ne le représente. Des fragments de réalité sont tenus isolément pour supportables voire compréhensibles (sécurité, sécurité !) ou bien ils fâchent un moment puis s'effacent. Et au milieu des détails, la réalité de la colonisation se renforce et, sans trêve, infatigablement, invente d'autres méthodes pour tourmenter la personne isolée et la communauté toute entière, crée d'autres manières de violer le droit international, de piller des terres sous un masque de légalité et incite à collaborer par assentiment, désintérêt ou paresse.

**Amira Hass**

(Traduction de l'hébreu : Michel Ghys)

Source : Palestine Solidarité

[http://www.palestine-solidarite.org/debat.Amira\\_Hass.281205.htm](http://www.palestine-solidarite.org/debat.Amira_Hass.281205.htm)

Très réaliste article de Amira Hass... mais quel malheur, quelle tragédie, quelle tristesse ne pouvons-nous nous empêcher de penser. Comment ces soldats peuvent-ils traiter pareillement un Peuple ? Qu'ont-ils dans la tête ? Qu'ont-ils dans le cœur ? Qui leur a donné l'ordre de se conduire de la sorte ? D'ailleurs leur a-t-on donné l'ordre ou bien cette infâme conduite est-elle leur propre initiative ? Et quelles leçons l'Histoire leur a-t-elle légué pour qu'ils se conduisent comme ceux qui se sont conduits de la même façon avec leurs grands-parents ? Il y a là quelque chose qui nous échappe... les tortures infligées au Peuple Palestinien sont une plaie profonde qui mine notre monde.

**Retenus à la « porte humanitaire »**

[Adriana Evangelizt](#)

---

## 9 Annexes

### 9-1 : ministère palestinien aux affaires des prisonniers et libérés : 3495 Palestiniens arrêtés en 2005

Le ministère palestinien aux affaires des prisonniers et libérés a publié ce premier janvier 2006 un rapport dévoilant que les forces de l'occupation israélienne ont arrêtés au cours de l'année 2005, 3495 Palestiniens, de toutes les provinces, parmi lesquels 1600 sont toujours en détention.

Le rapport annuel publié par le département des statistiques du ministère précise que les forces de l'occupation a poursuivi, au cours de l'année 2005, les campagnes d'arrestations et les rafles, arrêtant 3366 Palestiniens dans les provinces de Cisjordanie, al-Quds et les terres de 48, qui représentent 96,3% de l'ensemble des personnes arrêtées et 129 Palestiniens dans les provinces de Gaza, qui représentent 3,7%

Le rapport du ministère fait état que des centaines de citoyens et d'étudiants ont été gardés pendant de longues heures ou même des journées sur les barrages, les points de fouilles et les centres de détention, en plus des 3495 citoyens.

M. Abdel Naser Ferwana, directeur du département des statistiques au ministère, a affirmé que les forces de l'occupation n'ont pas distingué, au cours de leurs rafles, entre les enfants, les vieux, les filles, les mères, ou les jeunes. Tout le monde était visé et accusé sous divers prétextes, pendant que les condamnations étaient prêtes, indiquant que pas une famille n'a pas eu un ou plusieurs de ses membres détenus dans les prisons israéliennes.

Le rapport indique que l'occupation a arrêté au cours de l'année 2005 400 enfants, dont 253 sont toujours détenus, qui sont privés de poursuivre leurs études et qui sont condamnés à de très lourdes peines, y compris la prison à vie.

Le rapport indique aussi que des dizaines de femmes ont été arrêtées dans des conditions très dures, qu'elles sont enfermées dans des lieux inadaptés, privées de leurs droits essentiels, soumises à des provocations continues de la part des geôliers et geôlières, qui n'hésitent pas à les agresser, insulter, fouiller à nues...

Parmi les cinq prisonniers anciens, 5 sont de nationalités autres que palestinienne, le plus ancien étant Samir Qintar, du Liban, arrêté depuis le 22 avril 1979, et quatre autres syriens, du Golan occupé, qui sont Bashir Sulayman Miqt, Asem Mahmoud Wali, Sitan Nimr Wali, Sidqi Sulayman Miqt, tous arrêtés en 1985.

Le directeur du département des statistiques a montré que malgré l'accalmie, les forces de l'occupation n'ont pas cessé leurs campagnes et rafles, n'ont pas mis fin aux raids sur les villes, villages et camps, arrêtant environ 3000 personnes depuis la conférence de Sharm el-cheikh. Ces prisonniers ont été torturés et mis dans des cellules dépourvues de toutes les conditions de vie humaine. De plus, de nouvelles sections ont été mises en place dans plusieurs prisons et centres de détention, ce qui témoigne du grand nombre de détenus.

Aucune amélioration ou évolution positive n'a été remarquée concernant les conditions de détention ou les pratiques de la part de la direction des prisons, mais au contraire, la situation s'est gravement détériorée, l'état de santé des prisonniers s'est aggravé, les prisonniers malades se sont multipliés, et les transferts des prisonniers sont devenus fréquents, visant à empêcher les prisonniers de ressentir une quelconque stabilité.

Le rapport indique aussi que les martyrs du mouvement national des prisonniers tombés au cours de l'année 2005 furent

. Rasem Sulayman Ghunaymat, de Kfer Malik, à Ramallah, décédé le 27 janvier 2005 dans la prison de Meggiddo, suite à une incendie déclarée dans une des tentes de la prison, à cause à un mauvais fonctionnement électrique.

. Abdel Fattah Yousef Mahmoud Raddad, de Saïda, à Tulkarm, décédé par suite de négligence médicale, le 5 mai 2005. Malgré sa maladie, il n'avait pas été soigné.

. Ali Muhammad Abu Rabb, de Jénine, décédé des suites de la torture subie le 15 juin 2005, dans le centre d'arrestation de Rosh Bina, en Galilée, il avait été arrêté le 8 juin au barrage de Barta'a parce qu'il n'avait pas de permis de se rendre dans les territoires de 48.

. Bashar Arif al-Wali Bani Odah, de Tamoun, région de Jénine, décédé par suite de la négligence médicale, dans la prison de Gilboa, le 23 juin 2005.

. Jawad Adel Abdel Aziz Mghayseb, de Deir el Balah, bande de Gaza, décédé des suites de la négligence médicale dans la prison du Naqab, le 28 juillet 2005.

Avec la complicité de [rim9969@yahoo.fr](mailto:rim9969@yahoo.fr)

Source : Marc Lemaire

**Avertissement**

Palestine - Solidarité a pour vocation la diffusion d'informations relatives aux événements du Proche Orient.

L' auteur du site travaille à la plus grande objectivité et au respect des opinions de chacun, soucieux de corriger les erreurs qui lui seraient signalées.

Les opinions exprimées dans les articles n'engagent que la responsabilité de leur auteur et/ou de leur traducteur. En aucun cas Palestine - Solidarité ne saurait être tenue responsable des propos tenus dans les analyses, témoignages et messages postés par des tierces personnes.

D'autre part, beaucoup d'informations émanant de sources externes, ou faisant lien vers des sites dont elle n'a pas la gestion, Palestine - Solidarité n'assume aucunement la responsabilité quant à l'information contenue dans ces sites.

[Retour](#) - [Ressources](#) - [Analyses](#) - [Communiqués](#) - [Accueil](#)